

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : EN FINIR AVEC L'IRRATIONNEL



Pascal Rémy (80)
PDG de SNF

BIO EXPRESS

X80 – Corps des Ponts – MIT

2005 : PDG de SNF

2004 : Associé d'un fonds d'investissement – Chicago

1998 : Directeur Général de NALCO – Chicago

1994 : Directeur Général de Degremont (groupe Suez)

1992 : Directeur d'Alcatel Submarine Network – Londres

1987 : Directeur de Division – Cegelec (groupe Alcatel)

LE PEAK-OIL EST UN CONCEPT DU PASSÉ

Nos métiers sont tirés par la rareté croissante des ressources : eau, minerais et hydrocarbures. Nous traitons l'eau de plus de 500 millions d'habitants à travers le globe et de plusieurs milliers de sites industriels. Dans l'extraction pétrolière, les polyacrylamides, en viscosifiant l'eau, permettent d'accroître le taux de récupération de pétrole dans les réservoirs existants. Cette technologie, qui ménage l'environnement et dont le coût est inférieur à 15 \$ par baril, est en voie de généralisation rapide. Elle contribue à augmenter la taille des réserves disponibles et permet de réduire la consommation d'eau par baril de pétrole extrait. Dans l'exploitation des gaz et pétrole de schiste, notre activité aux USA a été décuplée en quelques années, nos polymères étant utilisés en fracturation hydraulique afin de réduire de plus de 50 % l'énergie nécessaire à l'injection d'eau. Enfin, dans l'exploitation des sables bitumineux canadiens, nous traitons les

SNF est le leader mondial des polyacrylamides (polymères utilisés principalement en traitement d'eau et en extraction pétrolière et minière). Son métier est tiré par la rareté croissante des ressources : eau, minerais et hydrocarbures. Interview avec le PDG, Pascal Rémy (80).

lagunes de sables produits afin de leur redonner leur consistance initiale et de permettre leur reboisement.

Nous avons ainsi la chance d'être positionnés sur des marchés en forte croissance, qui sont par ailleurs au cœur des problématiques de développement durable. Les hydrocarbures sont notre marché en plus forte expansion et nous considérons que cette expansion n'en est qu'à son début. C'est un secteur où la technologie et l'innovation jouent un rôle de plus en plus important. Contrairement au discours dominant répandu en France, les hydrocarbures sont considérés à peu près partout ailleurs dans le monde comme un secteur d'avenir. Le récent rapport du groupe Exxon Mobil sur l'énergie en 2040 – rapport qui fait référence en la matière – rappelle quelques évidences mal connues ou délibérément ignorées en France :

- En 2040, le pétrole et le gaz constitueront encore 60 % de l'approvisionnement total en énergie de la planète et le gaz sera devenu la deuxième source d'énergie, derrière le pétrole et devant le charbon,
- Les réserves exploitables de pétrole du globe sont évaluées par l'institut américain US Geological Survey à 125 années de consommation. Le même institut évaluait ces réserves à 55 années en 1980,
- Les réserves exploitables de gaz sont estimées à environ 200 années de consommation,
- En 2040, la part du nucléaire dans le mix énergétique mondial aura triplé alors que la part des

énergies dites renouvelables restera inférieure à 4 %.

Ces données montrent que le monde est loin de manquer d'hydrocarbures et que la notion de « peak-oil » est un concept des années 80 quelque peu dépassé. Comme toutes les thèses malthusiennes, cette notion néglige l'impact des avancées technologiques qui repoussent continuellement les limites des ressources économiquement rentables. Or, les investissements des compagnies pétrolières en exploration-production sont à des niveaux historiques et ont atteint 700 milliards de dollars en 2013 contre 500 milliards il y a trois ans.

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DOIT SE FOCALISER SUR LA COMPÉTITIVITÉ DU PAYS

Concernant la France, il est clair que l'urgence absolue est l'emploi et la compétitivité des entreprises, ce que semble acter le gouvernement actuel. Mais dans ce contexte, sa politique énergétique doit être revue. En particulier, l'objectif « Facteur 4 » est une pure hérésie. Rappelons que cet objectif consiste à réduire par quatre les émissions de CO₂ en 2050. Pour y parvenir le gouvernement a prévu de réduire de moitié la consommation totale d'énergie en France. Or ceci ne peut se faire que par des investissements massifs non rentables dans la production et la consommation d'énergie. Cela pourra peut-être créer quelques faux emplois mais diminuera massivement la compétitivité de notre pays, réduira le niveau de vie et augmentera le chômage. Comme l'expliquait Alfred Sauvy en 1960, « rem-



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Récupération assistée du pétrole à Oman.

placer les camions par des brouettes » donne l'illusion de créer des emplois mais dégrade en fait la compétitivité du pays.

Il est vrai que depuis 10 ans, la consommation finale d'énergie en France a baissé d'environ 0,4 % par an en raison de la crise économique et de l'accroissement de l'efficacité énergétique. Mais il est difficile de s'en réjouir car cette baisse est due uniquement à la désindustrialisation du pays. En 2013 par exemple et malgré la crise, la consommation d'électricité a augmenté de 1,1 % mais celle de l'industrie a baissé de 2,5 %.

Par ailleurs, la France est un des pays industrialisés dont l'efficacité énergétique est la meilleure et la production de CO₂ la plus faible. La France n'a donc aucune obligation morale de réduire rapidement sa consommation d'énergie et ses émissions de CO₂. Sur le plan pratique les efforts que pourrait faire la France sont insignifiants face au risque climatique, si tant est que celui-ci soit avéré.

La réduction de la part du nucléaire de 75 % à 50 % est un autre objectif absurde. Selon la fondation iFRAP, réduire ainsi la part du nucléaire pour faire de la place aux énergies renouvelables comme l'envisage le gouvernement actuel coûtera au consommateur plus de 30 milliards d'euros par an.

Enfin la position du gouvernement qui a interdit toute évaluation du potentiel disponible

en hydrocarbures de roche mère est le comble de l'ineptie. Même l'inquisition n'avait pas interdit l'utilisation de la lunette sous Galilée ! Or, les gaz et pétrole de schiste sont en train de devenir l'arbitre du développement économique de la planète et la France ne pourra pas s'en passer.

LA FRANCE NE POURRA PAS SE PASSER DU GAZ ET DU PÉTROLE DE SCHISTE

Grâce aux hydrocarbures de roche mère, les Etats Unis vivent un véritable changement de paradigme énergétique. En 2013, la production américaine de pétrole a dépassé les importations. Les USA, qui étaient le premier importateur de pétrole au monde avec 12 mbj sont retombés à 7,5 mbj en 2013 tandis que la production a dépassé 8 mbj, dont la moitié en provenance du pétrole de schiste. A horizon quatre à cinq ans, les USA pourraient ne plus importer que 1 à 2 mbj. Ils seront également rapidement exportateurs de gaz. Le choc de compétitivité lié à la faiblesse du prix du gaz va permettre de réindustrialiser le pays. Et ceux qui considèrent en France qu'il s'agit d'une bulle spéculative sont soit ignorants, soit de mauvaise foi : c'est parce qu'il y a trop de gaz produit aux USA que les prix ont chuté.

Enfin, concernant l'impact environnemental de la fracturation hydraulique et contrairement à l'idée répandue en France, il y a très peu d'incidents aux USA. Il s'y fore plus de 10 000 puits par an et les contentieux se comptent sur les doigts d'une main. Il y a peu d'incidents et

EN BREF

SNF est le leader mondial des polyacrylamides, polymères hydrosolubles utilisés principalement en traitement d'eau et en extraction pétrolière et minière. Avec un chiffre d'affaires de 2,8 milliards de dollars en 2013, SNF a une croissance annuelle moyenne supérieure à 15 % depuis 10 ans. La société a été créée en France il y a seulement 35 ans et sa part de marché mondial est voisine de 45 %.

ceux-ci sont peu graves. L'essentiel concerne les bassins de décantation des eaux usées qui sont parfois mal conçus. Les forages eux-mêmes ne sont pas dangereux. Comme toute industrie, il y a des risques mais il faut faire confiance aux industriels pour les maîtriser. Comme le résume la fondation iFRAP, au lieu de s'entêter dans une doctrine qui fait de la réduction des émissions de CO₂ l'alpha et l'oméga de sa politique énergétique, le gouvernement français ferait mieux de prendre les quelques décisions de bon sens suivantes :

- Maintenir en fonctionnement les centrales nucléaires certifiées par l'autorité de sûreté,
- Construire en permanence un à deux réacteurs nucléaires en France et lancer en particulier à l'horizon 2017 la construction de l'EPR de Penly,
- Evaluer le potentiel en gaz et pétrole de schiste et si les ressources sont présentes et économiquement viables passer à la phase d'exploitation,
- Supprimer les subventions et obligations d'achat aux technologies non compétitives et laisser la recherche améliorer leurs performances.

Le débat sur l'énergie doit cesser d'être pollué par des postures politiciennes ou doctrinaires et doit être considéré comme un sujet économique. ■